

# La lutte des femmes de la pêche : quels résultats ?

Cet article propose une réflexion sur leur combat au cours des quinze dernières années. Il reste beaucoup à faire pour passer de résultats symboliques à des choses bien concrètes

**Nalini Nayak**  
(nalininayak@asianetindia.com),  
membre de Protsahan,  
une Ong basée à  
Trivandrum, Inde,  
membre de l'ICSF

Beaucoup de choses se sont produites depuis le lancement du programme Femmes de la pêche par l'ICSF, il y a de cela quinze ans. Dans plusieurs parties du monde, des femmes de la pêche se sont rencontrées, ont créé des réseaux, sont intervenues dans les organisations de pêcheurs, ont tenté d'élaborer un programme d'action féministe qui à l'avenir contribuerait au développement des pêches. A quels résultats sommes-nous parvenues ? J'hésite à faire des généralisations à l'emporte-pièce, mais de penser tout haut stimulerait peut-être le débat.

Les Femmes de la pêche ont maintenant leur place dans les programmes de conférences, comme



thème à part, séparé des principaux points de l'ordre du jour. En général, et en particulier en Inde, la recherche sur ce sujet consiste essentiellement à collecter des données ventilées selon le sexe. Le cadre conceptuel se limite à la notion de *participation*, de *empowerment*, c'est-à-dire le renforcement des capacités à agir de manière autonome. Le terme *genre* reste dépourvu de connotation politique; c'est une nouvelle variable. Malheureusement on remet rarement en cause le schéma patriarcal, de sorte qu'on ne change finalement rien à la dynamique relationnelle.

Sur le plan international, comme on en sait plus sur les femmes de la pêche, on essaie d'en faire le sujet de nouvelles analyses, de travaux de recherche. C'est sans doute une façon de donner

du pouvoir aux gens, d'inciter les femmes à exprimer leur pensée dans des assemblées plus larges en présence de décideurs. Mais au final ce sont les hommes qui restent maîtres d'éléments qui se confortent : planification, gestion, budgets, pratiques commerciales.

Au sein des organisations de pêcheurs, on a certes noté des évolutions intéressantes. Les femmes ont commencé à s'organiser en tant que femmes de pêcheurs, membres de la communauté, en tant que pêcheuses parfois. Le bulletin *Pêche et Développement* note que, en France, des femmes sont maintenant à la tête de quelques comités locaux des pêches, lesquels sont généralement des structures à prédominance masculine. Dans certains pays, on reconnaît l'apport des femmes à l'équilibre de l'entreprise familiale. Au Chili, une femme qui assistait un pêcheur-plongeur a été élue présidente de la CONAPACH (Confédération nationale des pêcheurs artisans du Chili). Les statuts de structures récentes comme le WFF (Forum mondial des pêcheurs artisans), le WFFP (Forum mondial des populations de pêcheurs) prévoient que les délégations doivent être composées pour moitié de femmes. Dans certains pays asiatiques, les femmes peuvent adhérer directement aux organismes professionnels. En Inde, le NFF (Forum national des pêcheurs) admet maintenant comme membres des fédérations de groupements de femmes. Ceci dit, c'est toujours aux femmes d'élaborer leur propre stratégie pour influencer les grands programmes d'action.

C'est en s'organisant que les femmes de la pêche ont pu progresser. En Espagne, les ramasseuses de moules sont parvenues à obtenir un accès officiel aux ressources de l'estran et un soutien à leur activité. En plusieurs endroits du monde, les femmes se sont battues pour avoir une place dans les marchés, pour avoir accès au crédit, pour avoir le droit d'utiliser des transports publics, pour être reconnues comme travailleuses à part entière par les organismes de sécurité sociale...

Les efforts déployés aux Philippines par le CBCRM-RC (Centre de ressources pour une gestion communautaire des ressources côtières) ont permis de faire entrer les femmes dans la gestion des pêches, parfois comme présidentes de comités de gestion mais le plus souvent dans des missions bénévoles de surveillance, une tâche qui normalement devrait être assurée par l'Etat. Sous couvert de décentralisation, l'Etat continue d'échapper à ses responsabilités et de transférer le poids des choses aux communautés locales.

Dans les organisations de pêcheurs, il y a des hommes réceptifs à ces questions et qui essaient d'élaborer un mode de gestion non patriarcal,

mais ils se heurtent à un mur à cause du contexte qui prévaut généralement dans le secteur de la pêche, où l'on se préoccupe essentiellement du poisson sans s'attarder sur le devenir ou la survie même des communautés. Cela apparaît de façon particulièrement évidente dans une étude que nous avons entreprise à propos de l'impact du développement sur les populations côtières et leur environnement en Inde.

Au cours des années 1980 et 1990, alors que le secteur de la pêche était en plein boom, on n'a guère constaté d'amélioration dans la situation des femmes au sein des communautés. La mortalité féminine restait élevée, les enfants d'âge scolaire n'allaient pas à l'école, le sexe ratio était de plus en plus défavorable aux filles tandis que les demandes de dot pour le mariage d'une fille s'envolaient. Et en matière d'assainissement et d'adduction d'eau, la situation restait bien mauvaise, ce qui ne facilitait évidemment pas la tâche des femmes. Dans le même temps, les coûts d'investissement étaient en augmentation tandis que les rendements par unité d'effort chutaient. Les projets de développement mis en œuvre, qui ne prenaient guère en compte la problématique des femmes, ruinaient les pêcheries à cause de fortes subventions publiques. Et comme de plus en plus de poisson prenait le chemin de l'étranger, il devenait difficile de trouver sur place du poisson pour se nourrir et pour vendre, c'est-à-dire pour vivre et survivre. Ainsi, le gagne-pain des femmes était-il constamment menacé.

La Convention de l'OIT sur le travail dans la pêche (2007) est également très décevante car les gens qui travaillent à terre (la plupart sont des femmes) ont été totalement ignorés au stade de la conceptualisation de ce document et donc dans les dispositions finales. Pourquoi les organisations de pêcheurs qui ont assisté aux discussions tripartites n'ont-elles pas réclamé l'intégration des femmes parmi les travailleurs de la pêche alors qu'elles sont massivement présentes dans le secteur artisanal ?

Donc, au cours de la dernière décennie, bien que la notion de *genre* et les problèmes des femmes aient obtenu une meilleure visibilité, cela s'est fait de façon apolitique sans réelle concrétisation.

Globalement, le développement de la pêche se fait contre la vie et contre les moyens d'existence. Comme la demande de poisson continue à augmenter, l'aquaculture est vivement encouragée. Par rapport aux cultures marines et en milieu saumâtre, les communautés réagissent et protestent contre la pollution de leurs ressources aquatiques et la destruction de leur espace littoral. A la base de l'exploitation forcée des ressources, il y a la demande sans limite des consommateurs pour des produits de la mer. La nature complexe de la lutte des femmes va au-delà du cadre des diverses pêcheries et des communautés locales. Elle soulève des interrogations urgentes sur les modes de vie actuels à l'échelle mondiale et sur une situation de plus en plus marquée par des inégalités sociales. Tout cela semble compliqué et la lutte paraît sans fin. Ce n'est pas une raison pour baisser les bras. ❏

**“Donc, au cours de la dernière décennie, bien que la notion de *genre* et les problèmes des femmes aient obtenu une meilleure visibilité, cela s'est fait de façon apolitique sans réelle concrétisation.”**